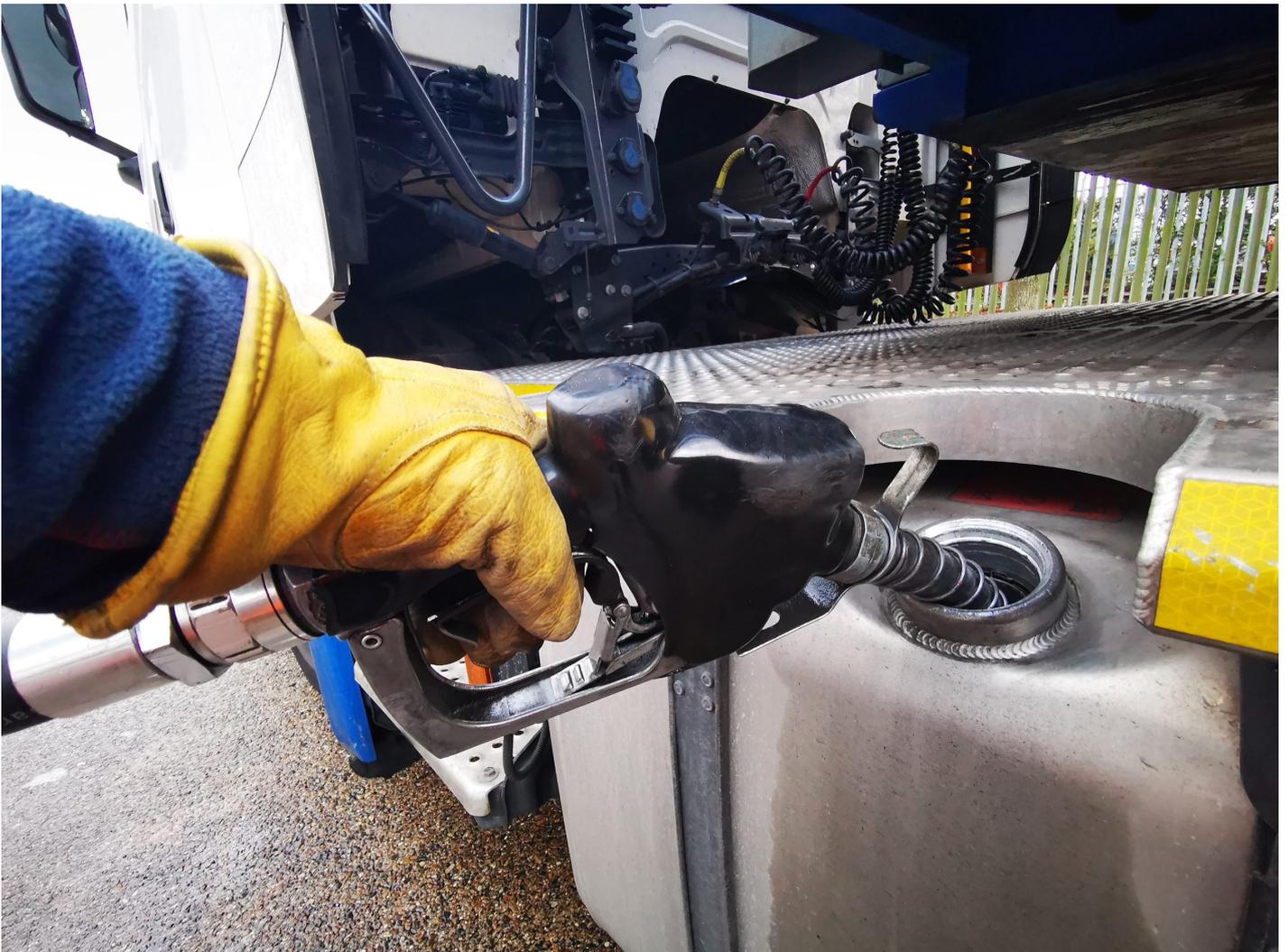


# « Les entreprises n'ont aucune visibilité sur la date de livraison et la quantité, ce qui génère de l'inquiétude et du stress »

12 OCTOBRE 2022



*« Normalement, on aurait déjà dû commencer à observer des effets positifs. Or, la situation n'avait pas évolué mardi matin. Et cela nous inquiète au plus haut point », explique Jean-Marc Rivera, délégué général de l'OTRE, joint par TF1info. « Les cuves diminuent à vue d'œil avec la perspective d'un arrêt de l'activité sous deux ou trois jours pour certaines entreprises », alerte-t-il.*

Pour répondre à la crise, le représentant des transporteurs routiers européens appelle les autorités françaises « à mieux flécher le carburant » qui sort des stocks stratégiques ou des pays limitrophes et réclame « un meilleur équilibrage » entre la distribution des professionnels (via le réseau AS24, géré par TotalEnergies) et la distribution des stations-service à destination des particuliers. « Le citoyen a besoin de carburant pour

*aller travailler. Mais il a besoin aussi que les produits de première nécessité arrivent jusqu'à lui », souligne le délégué général de l'OTRE.*

À terme, si la grève se poursuit, insiste Jean-Marc Rivera, c'est toute l'économie française qui risque d'être fortement impactée. *« Depuis début septembre, les pompes sont dans le dur et les quantités livrées dans les entreprises se sont vues réduites et avec des délais plus long. On l'a ressenti dès septembre. On a commencé à alerter le ministère. C'était avant la grève », explique Jean-Marc Rivera. « Si les véhicules, mécaniquement, ne peuvent plus rouler faute de carburant, c'est de la matière première en moins pour les entreprises, ce qui aura un impact sur la production. Et pour la partie alimentation, en l'absence d'approvisionnement, cela va conduire à des pénuries de produits dans les rayons », ajoute-t-il.*

[Lire la suite de l'interview](#)